



COMITE NATIONAL
OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANÇAIS
CDOS
ILLE
ET-VILAINE



ASSEMBLEE GENERALE 2019

Présentation de la nouvelle gouvernance

Jean SMITH



Présentation générale

Rappel de la démarche



CDOS
ILLE
ET - VILAINE

La genèse des travaux sur la gouvernance

Contexte

- **Attribution de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques à la France en 2024 (13 septembre 2017)**

Objectifs visés et livrables

- « **Engager une démarche de confiance envers le mouvement sportif français** en donnant davantage d'autonomie aux fédérations sportives et au CNOSF, ainsi qu'aux acteurs locaux et en recentrant l'action de l'Etat sur des missions essentielles de coordination, de réglementation et de contrôle, notamment éthique »
- Nourrir le **projet de loi** sport et société prévu en 2019



Présentation générale

Préconisations

Pourquoi une nouvelle gouvernance du sport ?

Une gouvernance qui n'est pas en adéquation

- Avec l'évolution sociale de la pratique**
- Avec l'évolution du rôle des acteurs**
- Un système de financement obsolète**
- le sport un enjeu sociétal**
- Le sport un service public**
- Le sport un bien commun**

« le bien commun vise l'épanouissement intégral des personnes et des groupes qui constituent la société: si le politique en est responsable ultime, chacun en est responsable à son niveau et on ne peut espérer progresser vers lui que si les corps intermédiaires peuvent vraiment tenir leur place »

Jean-Yves Naudet, professeur d'économie

Une nouvelle conception de la gouvernance

« La gouvernance correspond à la mise en œuvre d'un ensemble de dispositifs (règles, normes, protocoles, conventions, contrats...) pour assurer une meilleure coordination des parties prenantes d'une organisation, chacune détenant une parcelle de pouvoir afin de prendre des décisions consensuelles et de lancer des actions concertées »

Qui permette

- De répondre aux attentes sociales
- D'atteindre les objectifs attendus

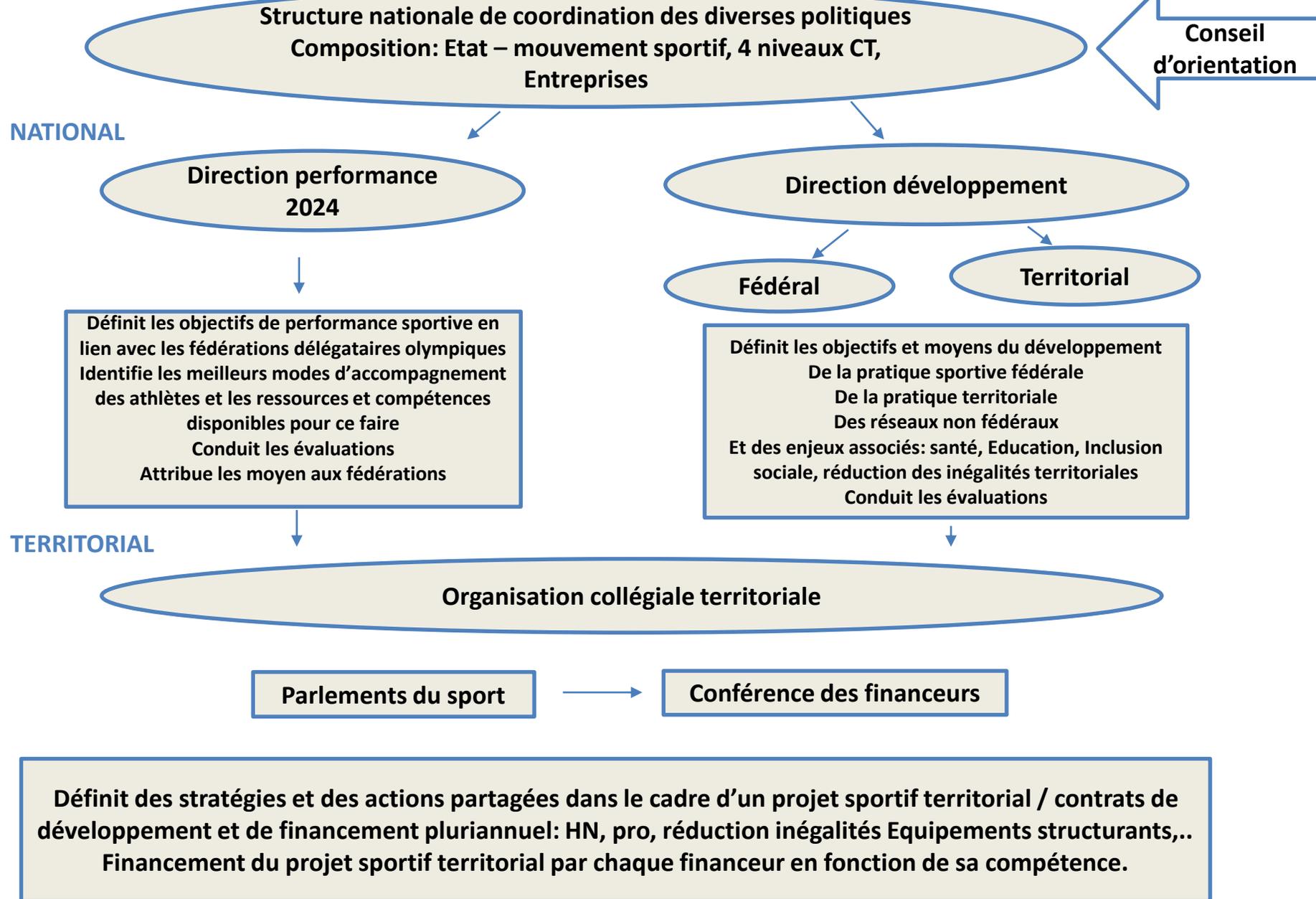
Qui tienne compte des évolutions liées

- Aux rôles des territoires
- À l'individualisation des pratiques

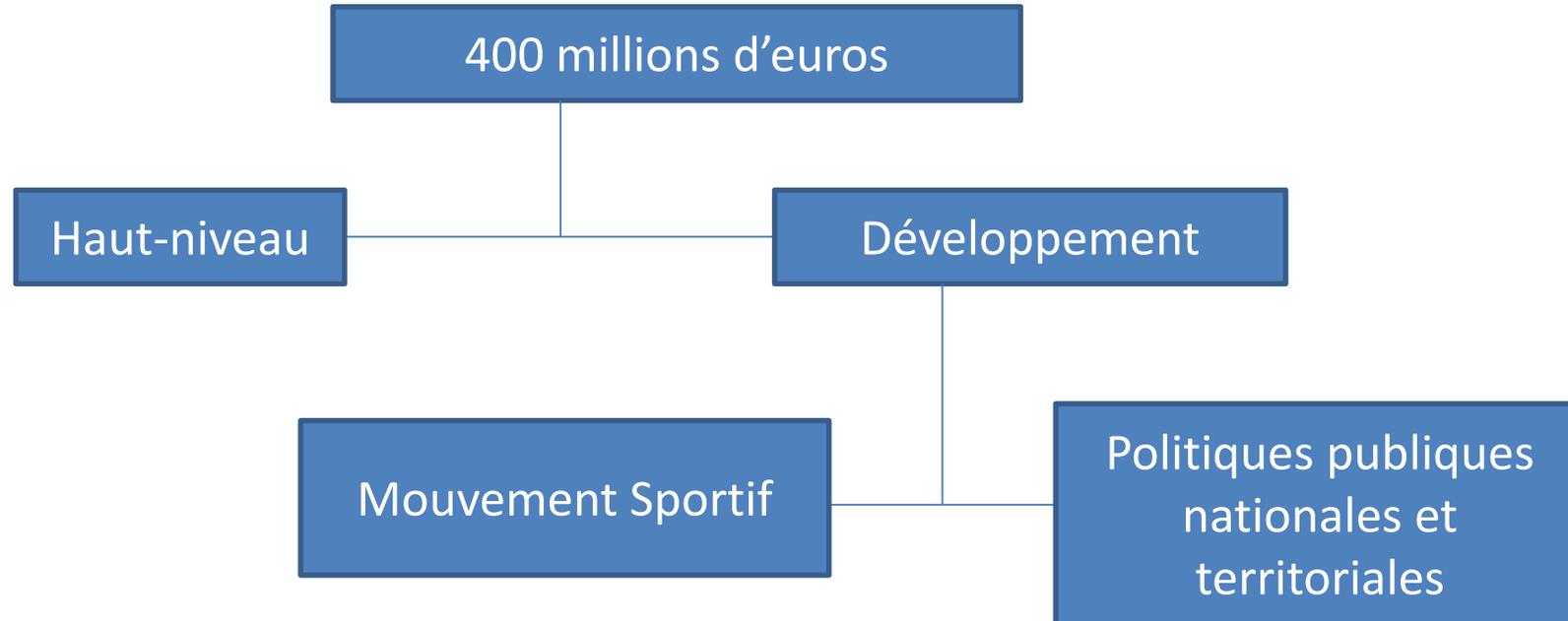
Qui mette en cohérence

- La stratégie des acteurs : Etat, mouvement sportif, collectivités territoriales, monde économique
- Leur financement et leurs missions

SCHEMA GENERAL



Gouvernance





CDOS
ILLE
ET - VILAINE

La performance 2024

DES BESOINS

- **Renouvellement de l'encadrement**
- **Détections des talents**
- **Conditions d'épanouissement des athlètes**
- **Recherche**
- **Conditions de préparations**

MOYENS ACTUELS

60 à 70M€
+
Participations fédérales (en fonction des ressources respectives)
+
Encadrement provenant à 90% du corps des Cadres d'Etat

DEMAIN

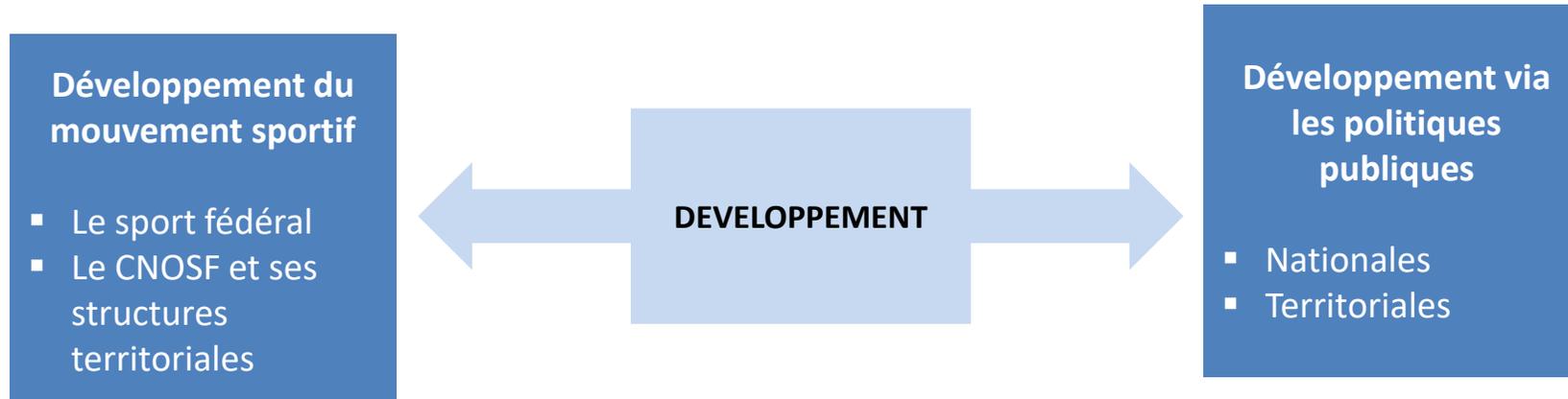
100M€ pour mettre en œuvre le « projet ONESTA »

90M€ pour 2019



CDOS
ILLE
ET-VILAINE

Le développement





Le développement Mouvement sportif : la filière fédérale

LE DEVELOPPEMENT FEDERAL

- Un projet associatif central
- Nécessité de disposer de moyens affectés et non soumis à appels à projets

141 M€ en 2019

Pour le développement du sport fédéral via les ligues régionales, les comités départementaux et les clubs



Le développement du Mouvement sportif

DEVELOPPEMENT FEDERAL

141 M€ en 2019

CNOSF/CPSF

20 M€ en 2019 (dont 9
à 13 pour les CROS et
CDOS)

Un besoin global pour le développement du Mouvement
Sportif de 200 M€ pour la filière olympique

161 M€ en 2019



CDOS
ILLE
ET-VILAINE

Le développement via les politiques publiques

SOUTIEN DU SPORT AUX POLITIQUES PUBLIQUES NATIONALES

Des contributions
reconnues (sport, santé,
QPV, mixité, etc...)

Des appels à projets



50 M€

SOUTIEN DU SPORT AUX POLITIQUES TERRITORIALES

Définies par les
conférences des
financeurs en lien avec
les politiques nationales
(équipements, emploi,
formation, etc...)

50 M€



CDOS
ILLE
ET-VILAINE

Haut-niveau

90 M€ en 2019

**Développement du
Mouvement sportif**

161 M€ en 2019

**Politiques publiques
nationales**

50 M€

**Politiques publiques
territoriales**

50 M€

351 M€

90 M€ + 161 M€ = 251 M€ pour le mouvement sportif en 2019



POINT SUR LA SITUATION ACTUELLE



CDOS
ILLE
ET-VILAINE

Point de Situation

- Le GIP, un Président, un préfigurateur, des statuts à écrire
- Le haut niveau
- Le développement fédéral, la prédominance du projet fédéral et des clubs
- Les politiques territoriales
- Le budget



Point de Situation

Le GIP, un président, un préfigurateur

Jean Castex a été nommé Président de l'Agence.

Un préfigurateur va être nommé par le Secrétaire général du gouvernement. **Il s'agit de Frederic SANAUR, ancien DG de la FFA.**



CDOS
ILLE
ET - VILAINE

Point de Situation

Le Haut niveau

- Concernant le haut niveau, la ministre a précisé que « **nous pouvons progresser pour ce qui est du passage du haut niveau à la haute performance, avec l'objectif que des finalistes deviennent médaillés et que le bronze et l'argent se transforme en or.** » Cela sera une des missions principales de Claude ONESTA.
- **Le sujet de la détection des talents (Le Ministère de l'Education nationale semble plus ouvert) reste entier et celui de l'après carrière doit pouvoir trouver davantage de solutions dans le cadre de l'agence avec une association des différents acteurs au projet de l'athlète.**



Point de Situation

Le développement fédéral, la prédominance du projet fédéral et des clubs

Les politiques publiques ne devaient pas prendre le pas sur le projet associatif (c'est une grande et remarquable première).

Il faut regarder avec réalisme et objectivité les courbes d'évolution des pratiques :

Depuis 2001, le mouvement sportif a perdu près de 9000 clubs fédérés soit en moyenne 500 par an, tandis que près de 12 000 clubs sportifs se créent chaque année.



Point de Situation

Le développement fédéral, la prédominance du projet fédéral et des clubs

Pour éviter que très vite **le nombre de clubs sportifs non fédérés (environ 140 000 aujourd'hui) va dépasser le nombre des fédérés (autour de 160 000).**

Le lien financier avec les Clubs a été essentiellement fait au niveau territorial et que cette dimension éloignée du dispositif fédéral a été renforcée par le traitement des dossiers CNDS par les DRJS.



Point de Situation

Le développement fédéral, la prédominance du projet fédéral et des clubs

Cet aspect d'éloignement des Clubs du système fédéral, ajouté à la difficulté de cohérence entre le projet fédéral et les obligations liées au respect des objectifs de politique publique, ont contribué peu à peu à **une forme de repli des clubs existants sur eux-mêmes et à ce que les nouveaux inscrits ne voient pas suffisamment d'intérêt à une démarche fédérale.**



Point de Situation

Le développement fédéral, la prédominance du projet fédéral et des clubs

La reconnaissance du projet associatif et de lui seul, tant au niveau du Club que de la Fédération, est une vraie espérance d'inverser les tendances. C'est une opportunité qu'il faut saisir résolument même si elle peut poser certaines difficultés au démarrage. Nous allons proposer un accompagnement qui s'appuiera sur un état des lieux.



CDOS
ILLE
ET - VILAINE

Point de Situation

Les politiques territoriales

Entre elles, les collectivités territoriales sont demandeuses de plus d'échanges, de clarté et de cohérence. Ce sera l'objet de la conférence des financeurs (associant aussi l'Etat et le mouvement sportif) avec l'apport de parlements régionaux du sport où d'autres acteurs pourront s'exprimer.

La déclinaison territoriale des politiques fédérales de développement est un fait loin d'être acquis. Une relation harmonieuse entre politiques fédérales et politiques territoriales de développement **prendra du temps**, on en parle depuis des années sans avoir mis en place les moyens d'y parvenir.



CDOS
ILLE
ET-VILAINE

Point de Situation

Le budget

350M pour l'Agence...

à nous d'être opérationnels pour les utiliser au mieux
et ce dès 2019 et d'ores et déjà préparer les années
2020 – 2024.